

Les marchés sahéliens sous haute tension



Résumé

Les récoltes de la campagne agricole 2011/12 sont en net recul par rapport à l'année dernière au Sahel et ont été plus tardives qu'à l'ordinaire, allongeant la précédente période de soudure. Facteur aggravant pour la population, les prix des céréales locales n'ont pas baissé dans la période suivant les récoltes, contrairement au cycle généralement observé. Les prix ont atteint en décembre 2011 des niveaux jusqu'à 80% au-dessus de leurs moyennes quinquennales et demeurent à des niveaux élevés, compromettant l'accès des populations vulnérables à une alimentation suffisante. Avec les principales agences mobilisées sur la crise, Oxfam, le ROPPA, RBM, l'APESS, POSCAO et WILDAF estiment à plus de 18 millions le nombre de personnes actuellement en situation d'insécurité alimentaire au Sahel.

Les pays sahéliens ont une production céréalière structurellement déficitaire et sont habituellement approvisionnés par les pays côtiers, à mesure que les disponibilités locales diminuent et que les prix augmentent à l'approche de la période de soudure. Cette année, les marchés ne suffiront pas à approvisionner les zones déficitaires en quantités suffisantes et à des prix abordables pour la population. La dispersion inhabituelle des zones de déficit sur l'ensemble du Sahel, du Sénégal au Tchad, complique notamment l'acheminement des céréales.

Les conflits au nord du Mali et, dans une moindre mesure au Nigeria, ajoutent à la complexité de la crise et aux difficultés à y répondre efficacement. Par ailleurs, les restrictions commerciales imposées par le Mali et le Burkina Faso, les niveaux de prix élevés du maïs, du mil dans plusieurs pays côtiers ou l'augmentation des prix du carburant dans une partie de la région, tendent à réduire les flux de céréales vers les zones déficitaires du Sahel et à en renchérir le coût. A l'approche de la période de soudure, il est probable que les prix des céréales continuent d'augmenter et ce à partir de leurs niveaux déjà anormalement élevés, voire que certaines zones soient en rupture d'approvisionnement, notamment si les conflits s'intensifient dans la région.

De nombreux ménages font par ailleurs face à une érosion de leurs sources de revenus. Les termes de l'échange se dégradent pour les populations pastorales, alors que les couloirs de transhumance traditionnels sont fortement perturbés par les conflits régionaux. Les populations déplacées renforcent la pression sur les rares ressources naturelles encore disponibles et font peser une charge supplémentaire sur les populations d'accueil. L'impact du retour des migrants de Lybie notamment va également se faire sentir pour la première fois en période de soudure, réduisant les revenus de 3 millions de personnes au Sahel. De nombreux ménages font également face à une diminution des opportunités de travail occasionnel, du fait des conflits frontaliers ou de la crise de certaines filières de rente, comme c'est le cas de l'oignon au Niger. Ces opportunités de travail représentent pourtant des stratégies d'adaptation essentielles pour la frange la plus vulnérable de la population.

Oxfam, le ROPPA, RBM, l'APESS, POSCAO et WILDAF considèrent que la situation risque de continuer à se dégrader fortement dans les prochains mois et appelle à une mobilisation urgente de ressources

pour soutenir les populations déjà touchées par des difficultés d'accès alimentaires. Les États membres, de la CEDEAO et la communauté internationale devraient :

- Soutenir à court terme le pouvoir d'achat des populations et le fonctionnement du marché régional (en facilitant la circulation des céréales au sein de la région), tout en anticipant les risques de perturbation importante des marchés dans les prochains mois ;
- A moyen terme, les États membres et la CEDEAO devraient renforcer les capacités de régulation des marchés (nationaux et régionaux), notamment par la mise en œuvre de la stratégie de stockage de sécurité alimentaire de la CEDEAO¹.

Introduction

Une large frange de la population sahélienne est dans une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique. Même lors d'une bonne année de récolte, les taux de malnutrition restent parmi les plus élevés du monde. Les ménages sahéliens, qui ont traversé plusieurs crises alimentaires majeures en 2005, 2008 et 2010, ne parviennent pas à reconstituer leurs moyens d'existence.

Les populations sahéliennes ne produisent en moyenne que la moitié de leurs besoins alimentaires et sont fortement intégrées aux marchés sur lesquels elles échangent leur production ou leur force de travail. En conséquence, leur accès alimentaire repose sur trois éléments intrinsèquement liés : l'approvisionnement des marchés en quantité suffisante, le maintien de prix abordables des denrées alimentaires, et la capacité des ménages à générer des revenus. Or, pour une partie importante de la population sahélienne, l'un ou l'ensemble de ces éléments est remis en question ou risque de l'être à court terme. Plus de dix huit millions de personnes sont déjà en situation d'insécurité alimentaire dans la zone sahélienne, notamment du fait des prix anormalement élevés observés depuis les récoltes.

Si les analystes² ont longtemps débattu sur le rôle des marchés pour éviter la propagation à l'ensemble du Sahel d'une crise alimentaire majeure d'accessibilité et de disponibilité, il semble que les marchés ne parviennent pas à répondre efficacement aux enjeux de sécurité alimentaire auxquels est confrontée la région. Les perspectives d'évolution les plus optimistes des marchés ont été bouleversées par les récents troubles sociopolitiques et l'aggravation de la situation sécuritaire dans la bande sahélienne. Les échanges de produits agricoles sont notamment entravés par la multiplication des contrôles aux frontières et les tracasseries routières qui rendent difficile l'approvisionnement des zones déficitaires en céréales. Par ailleurs, alors que la région rentre progressivement dans la période de soudure, les prix demeurent à des niveaux anormalement élevés sans perspectives de changement à court terme. Cette situation pourrait conduire à des ruptures d'approvisionnement dans les zones affectées par les conflits régionaux, rendant d'autant plus difficile l'accès des ménages les plus vulnérables aux denrées alimentaires.

Le niveau anormalement élevé des prix des céréales depuis la récolte compromet l'accès alimentaire des populations sahéliennes

Les estimations finales de production pour la campagne agricole 2011/12 ont été rendues publiques en mars 2012 lors d'une réunion de Concertation régionale réunissant les principales institutions régionales et internationales impliquées dans l'analyse de la situation alimentaire en Afrique de l'Ouest (le CILSS³, la FAO⁴, le PAM⁵ et FEWSNET⁶) à Abidjan⁷. Depuis, les différentes institutions ont progressivement confirmé la sévérité de la crise agropastorale dans la région⁸. Si dans l'ensemble de la région CEDEAO les niveaux de production de la campagne agricole 2011/12 se situent dans la moyenne quinquennale (+5%), les récoltes sont en net recul par rapport à l'année dernière dans les pays du Sahel (-26%)⁹. Par ailleurs, ces chiffres globaux cachent des disparités importantes au sein des pays : certaines localités sont particulièrement affectées par des déficits de production et ces zones de déficit sont inhabituellement dispersées dans l'ensemble du Sahel¹⁰ (voir le *tableau 1*).

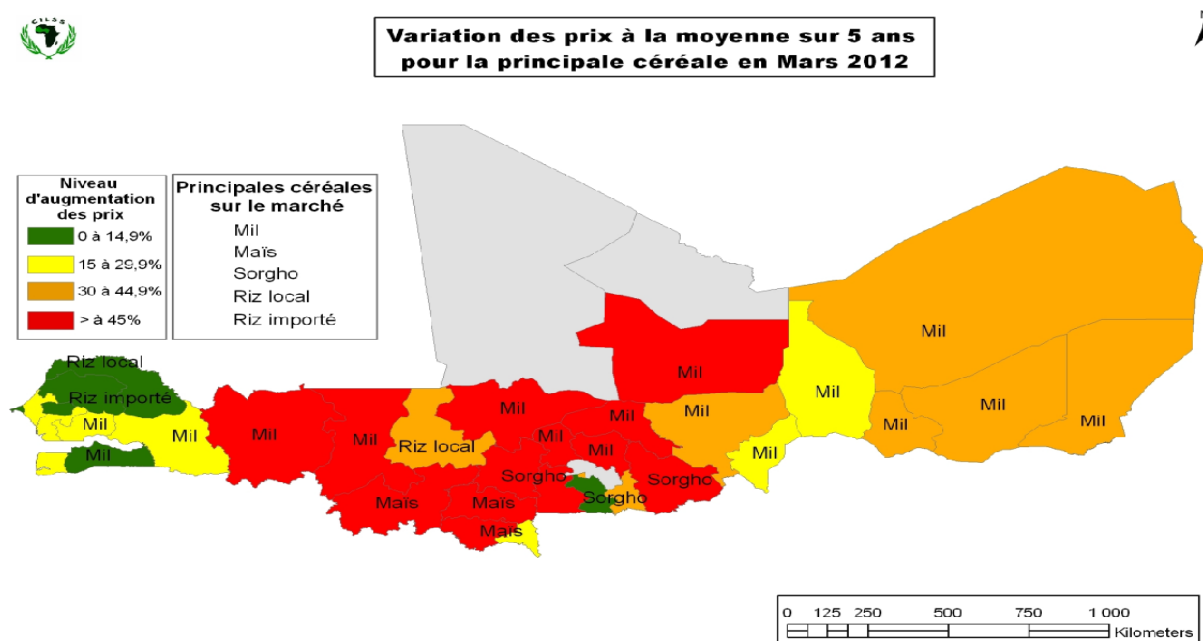
Tableau 1. Bilan des estimations de production de la campagne agricole 2011/12 et variations par rapport aux années précédentes (à partir de différentes sources¹¹)

| Zones/pays | Estimations campagne 2011/12 en tonnes | Déficit/excédent brut camp. 11/12 | Évolution campagne 2010/11 en % | Évolution moyenne quinquennale en % |
|---------------------------|--|-----------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|
| Afrique de l'Ouest | 54 780 000 (1) | | -9% (1) | +5% (1) |
| Sahel (CILSS) | 16 424 000 (1) | | -26% (1) | -3% (1) |
| Tchad | 1 600 000 (3) | -595 091 (3) | -49% (1) | -23% (4) |
| Niger | 3 628 000 (3) | -624 959 (2) | -31% (1) | -14% (2) |
| Mauritanie | 124 000 (3) | -465 000 (3) | -34% (1) | -38% (4) |
| Mali | 5 138 000 (3) | +555 631 (2) | -20% (3) | +13% (2) |
| Burkina Faso | 3 666 405 (3) | -154 462 (3) | -19.61% (1) | -5.09% (2) |

Concernant la situation pastorale, la bande sahélienne accuse un déficit fourrager prononcé, aggravé par la faible disponibilité en eau¹². La situation semble particulièrement difficile pour la troisième année consécutive au Niger, au nord est du Mali et au Burkina¹³. Selon plusieurs estimations la soudure pastorale a déjà commencé, avec certaines zones très affectées comme au Niger¹⁴. Cette situation est aggravée par la crise au Nord du Mali qui perturbe les parcours de transhumance traditionnels: près de 100 000 têtes de bétail en provenance du Mali sont en route vers la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso, bien plus que les capacités d'accueil¹⁵. Cette situation accroît les risques de conflits liés à l'utilisation des rares pâturages et l'état de faiblesse actuel des troupeaux diminue leur valeur marchande et le pouvoir d'achat des pasteurs.

Les niveaux « moyens » de la campagne agricole dans l'ensemble de la région ne doivent pas non plus occulter l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique auxquelles font face les populations sahéliennes ainsi que les difficultés croissantes qu'elles rencontrent pour reconstituer leurs moyens d'existence suite aux crises récurrentes dans la zone sahélienne. On estime qu'il faut au minimum 3 ans pour reconstituer un cheptel de caprins ou d'ovins et 5 à 8 années pour un cheptel de bovins, or les pasteurs sahéliens ont déjà été gravement touchés par les crises des années 2005, 2008 et 2010, et sont donc particulièrement vulnérables à de nouveaux chocs.

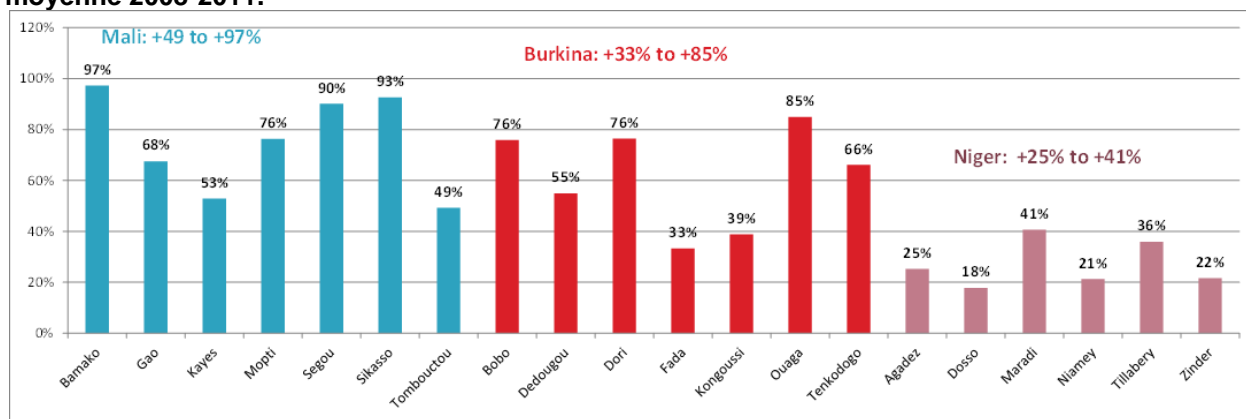
Graphique 1 : Variation des prix avec la moyenne des 5 dernières années pour la céréale principale, en mars 2012.



Source : CSA Sénégal, OMA Mali, SONAGESS Burkina, SIMA Niger, Afrique verte (pour Kayes Mali)

Par ailleurs, comme observé dans les graphiques 1 et 2, et contrairement au cycle habituellement observé, les prix des céréales locales n'ont pas baissé dans la période suivant les récoltes. Au contraire, ils ont connu de fortes hausses au Burkina Faso et au Mali : le prix du mil a pratiquement doublé à Bamako, Ségou, Sikasso par rapport à la moyenne des 5 dernières années. La hausse des prix des céréales locales est également significative au Niger et au Tchad¹⁶ par rapport à aux niveaux atteints l'année dernière à la même période (mars-avril 2011).

Graphique 2: Niveau des prix du sac de mil en avril 2012 au Mali, Burkina Faso et Niger comparés à la moyenne 2008-2011.

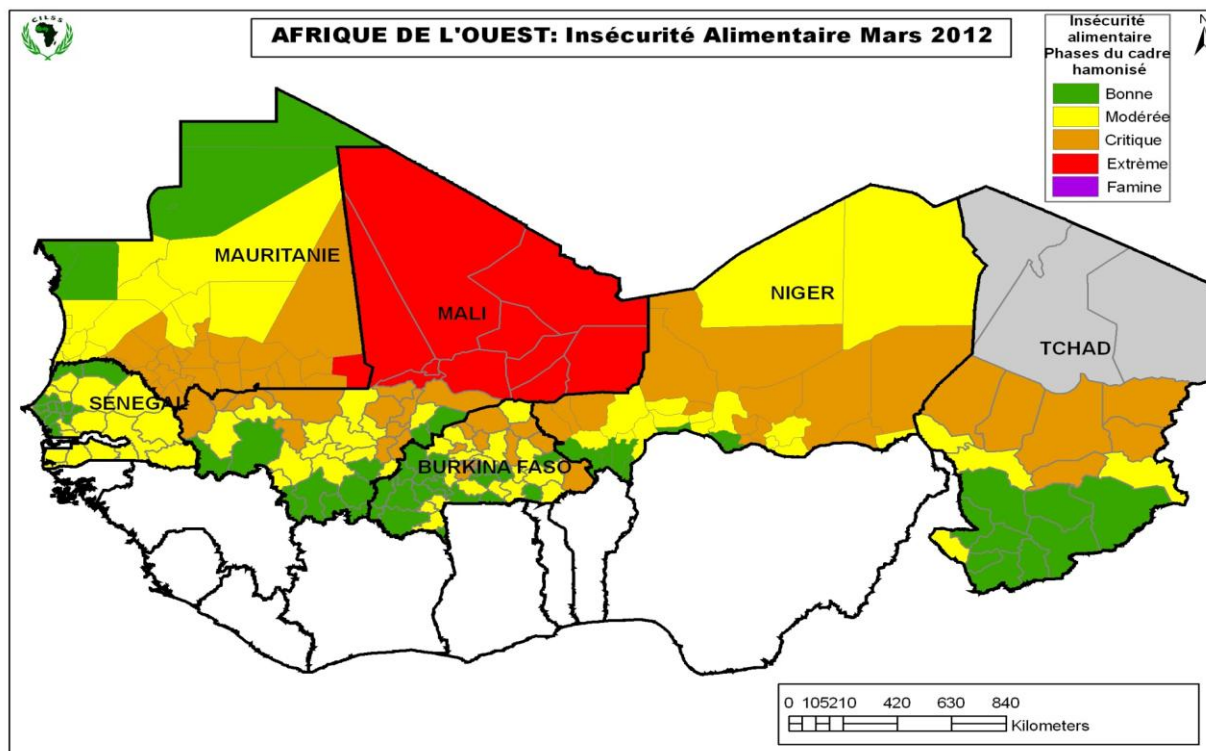


Source : FAO, GIEWS

L'état alimentaire global des populations tend donc à se dégrader de plus en plus rapidement, en dépit des distributions de nourritures réalisées par les gouvernements et les Organisation Non Gouvernementales. Selon la note d'information sur la sécurité alimentaire du Réseau de Prévention des Crises d'avril 2012, la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans est préoccupante et risque de s'aggraver, notamment dans la bande sahéenne du Tchad, de Tombouctou au Mali, dans les régions

du Nord du Sénégal, du Bénin, du Nigéria et du Sud de la Mauritanie. Selon les Nations Unies, plus de dix huit millions de personnes sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire au Sahel¹⁷.

Graphique 3 : Sévérité de l'insécurité alimentaire au Sahel en mars 2012 (Cellule d'analyse du Cadre Harmonisé, Niamey 2 – 6 avril 2012 ; CILSS, FAO, FEWS NET, PAM, GSU, ACF, OXFAM, Save the children)



Si les prix des céréales se sont stabilisés au mois de décembre dans certaines zones, le répit a été de courte durée et les prix ont repris leur hausse dès le mois de mars jusqu'à atteindre des niveaux difficilement accessibles aux ménages les plus pauvres. Contrairement aux projections les plus optimistes, il semble que le marché régional est dans l'incapacité de répondre aux enjeux de sécurité alimentaire de la région.

Aux difficultés d'approvisionnement des marchés s'ajoutent l'augmentation des contraintes budgétaires des ménages vulnérables

D'importantes incertitudes pèsent aujourd'hui sur les capacités d'approvisionnement des marchés sahéliens de manière continue et en quantités suffisantes pour permettre d'atténuer les hausses de prix à l'abord de la période de soudure. Aux doutes sur la disponibilité réelle de céréales sur les marchés s'ajoutent des risques de dysfonctionnement importants du commerce. Par ailleurs, de nombreux ménages sont confrontés à une érosion de leurs sources de revenus, en particulier les communautés pastorales, ou à une diminution des opportunités de travail occasionnel, qui représentent pourtant des stratégies d'adaptation essentielles pour la frange la plus vulnérable de la population.

Des doutes persistants sur les capacités d'approvisionnement des marchés sahéliens

Si le commerce ne semble pas subir actuellement d'interruptions majeures dans l'ensemble de la région, il souffre d'importants dysfonctionnements, en particulier dans le bassin central¹⁸, touché par l'insécurité et les conflits au Nord du Mali et du Nigeria. Par conséquent, les transferts entre les zones de surplus et les zones déficitaires sont particulièrement compliqués.

Alors que les stocks résiduels des producteurs et les réserves constituées par les ménages seront bientôt épuisés dans de nombreuses zones¹⁹, les stocks constitués par les commerçants ne permettent

pas actuellement de faire baisser significativement les prix des céréales sur les marchés sahéliens. Diverses analyses ont pourtant rapporté des achats précoces après la récolte²⁰, laissant présager que la mise sur le marché des stocks des commerçants permettrait de relâcher la pression sur les marchés sahéliens. Que ce soit du fait de comportements spéculatifs ou d'une surestimation des disponibilités, les ménages les plus vulnérables sont actuellement contraints de s'approvisionner de manière précaire sur les marchés à des prix particulièrement élevés. Par ailleurs, les stocks institutionnels ne permettent pas d'anticiper un approvisionnement substantiel des marchés puisqu'ils se situaient en février dernier entre 25 et 50 % en deçà de leurs niveaux conventionnels au Niger, au Burkina Faso et au Mali²¹.

Concernant les disponibilités régionales, le CILSS rapportait en fin d'année dernière qu'un million de tonnes de maïs était disponible à l'achat au Bénin, au Ghana, en Guinée et au Togo, régions qui approvisionnent généralement les zones déficitaires du Sahel²². Cependant, les hausses de prix observées depuis septembre dans les pays côtiers²³ risquent de limiter l'importance des transactions dans les prochains mois. Au Ghana, le prix du maïs en janvier 2012 était ainsi le double de sa moyenne des quatre dernières années dans les zones du centre et du sud (+141% à Kumasi, +106% à Accra), soit à un niveau de prix plus élevé que dans certaines zones du Sahel²⁴. Lorsqu'ils se réalisent néanmoins, les transferts de céréales s'effectuent bien souvent à un niveau de prix élevé qui limite le pouvoir d'achat des ménages pauvres²⁵. Face à une telle situation, la capacité du nord de la Côte d'Ivoire à poursuivre ses exportations sera certainement une des clés de l'approvisionnement des zones déficitaires du bassin central sahélien dans les prochains mois²⁶.

L'insécurité et les conflits dans le Nord du Mali provoquent en effet des déplacements importants de population au sein du pays et dans les pays voisins²⁷ et perturbent le fonctionnement des marchés. Ils rendent compliqués l'accès à l'information, et ne permettent pas un suivi régulier des prix, ni sur le fonctionnement des marchés. Affectées par des baisses importantes de production (50 à 80% inférieure à la moyenne²⁸), les zones sahéliennes du Mali sont mal approvisionnées et font face à d'importantes augmentations de prix dans les zones contrôlées par les groupes armés. Les itinéraires de marché, les couloirs de transhumance sont fortement affectés et les éleveurs réfugiés ou déplacés se trouvent dans des conditions particulièrement précaires (*voir encadré 1 ci-dessous*).

L'escalade de violence observée dans le nord du Nigeria en début d'année a perturbé l'approvisionnement des pays sahéliens (notamment le Niger et le Tchad) en provenance de cette région. Des restrictions de passage de personnes et de marchandises à certains postes-frontières du Nigeria ont été rapportées (jusqu'à des baisses de volume de 90%²⁹), ainsi que la hausse des prix du transport consécutive à l'augmentation du harcèlement et de la corruption. La reprise des violences lors des fêtes de Pâques dans le nord du Nigeria pourrait avoir des répercussions importantes sur l'approvisionnement des pays voisins. Le bulletin de FEWSNET sur la sécurité alimentaire au Tchad de mars 2012, détaillait les difficultés du pays à importer des céréales à bon marché, ainsi qu'à écouler le bétail vers les marchés nigériens, à cause de la fermeture des frontières³⁰. Enfin, le PAM et la FAO soulignent les contraintes majeures que la situation d'insécurité dans la région fait peser sur l'accès humanitaire dans les zones affectées par la présence de groupes armés, ainsi que par les activités militaires transfrontalières et la prolifération des armes au Sahel³¹.

Encadré 1. Les éleveurs-pasteurs particulièrement touchés par les conséquences du conflit au Nord-Mali

Les zones pastorales des pays sahéliens affrontent simultanément les impacts de la sécheresse sur les ressources fourragères, et l'insécurité. Ces conditions ont contraint les éleveurs à partir très tôt en transhumance. La situation est particulièrement critique au Mali en raison de la dégradation de la situation sécuritaire qui affecte en premier lieu les espaces pastoraux³². Cette crise politico-militaire a très fortement dégradé la situation sociale, sécuritaire et humanitaire dans les trois régions du Nord du pays (Gao, Tombouctou, Kidal), sous le contrôle du MNLA³³ et du mouvement Ansar Dine depuis le début du mois d'avril. Les combats ont démantelé les structures d'approvisionnement et provoqué un arrêt du commerce³⁴. Cette situation a entraîné un exode massif de population, notamment des communautés pastorales, vers le sud du pays et vers les pays limitrophes (plus de 315 000 personnes

seraient ainsi déplacées ou réfugiées en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso). Les analyses les plus récentes estiment qu'il pourrait y avoir des poches de famine dans les régions du Nord du Mali et alertent sur les taux particulièrement élevés de malnutrition.

Les zones d'accueil des populations déplacées étant également confrontées à une campagne agro-pastorale déficitaire, les risques de rupture d'approvisionnement en fourrage et de mortalité des animaux se sont considérablement accrus. Les corridors qui ne sont pas affectés par les conflits armés ont largement dépassé leurs capacités de charge et les animaux souffrent cruellement de manque d'eau, de pâturages, de compléments alimentaires et de services vétérinaires³⁵.

La situation est particulièrement difficile en Mauritanie, qui doit faire face à la fois aux retours des éleveurs-pasteurs habituellement en transhumance au Nord-Mali à partir de janvier, et au flux d'éleveurs Touaregs fuyant le Mali depuis février. Le Réseau Billital Maroobé estime que la Mauritanie fait face à une crise fourragère plus importante encore que celle induite par la sécheresse des années 70, multipliant les risques de conflits entre communautés d'éleveurs et d'agriculteurs³⁶.

Aux difficultés provoquées par les conflits s'ajoutent des mesures de restriction commerciale adoptées par le Mali et le Burkina Faso pour tenter de réduire la flambée des prix sur leurs territoires, en contradiction avec les engagements pris en novembre 2011 dans la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires³⁷. Au Burkina Faso, une circulaire interdit l'exportation de céréales depuis décembre 2011. Contrairement à l'effet escompté, cette décision semble avoir diminué la disponibilité en mil dans les grands marchés burkinabés, notamment à Ouagadougou, habituellement approvisionnés par les commerçants transportant les céréales destinés à l'exportation hors du pays.

Au Mali, l'exportation de céréales est soumise à un permis délivré au cas par cas, multipliant les « tracasseries » et renchérissant le coût d'acheminement vers les pays voisins³⁸. Ces restrictions ont réduit significativement les transferts de céréales vers la partie nord-ouest du Niger (Tillabéri), zone structurellement vulnérable et dépendante des transferts des zones excédentaires nationales et des marchés transfrontaliers les plus proches³⁹.

Enfin, la faible capacité des systèmes commerciaux (stockage, transport, réseaux et connexions avec les autorités aux frontières, etc.) dans certains pays touchés par la crise dans le bassin central, généralement moins affecté par de forts déficits alimentaires, risque d'exacerber les difficultés de transport des céréales vers les zones déficitaires. Il est également probable que l'approvisionnement de la bande sahéenne du Tchad se heurte à la faiblesse des capitaux dont disposent les commerçants. Par ailleurs, l'augmentation conséquente du prix du carburant à la pompe au Nigéria (+50% entre décembre 2011 et janvier 2012⁴⁰) aura des répercussions durables sur le coût des produits alimentaires exportés mais aussi sur le coût du transport au Niger et au Tchad, qui dépendent largement du carburant de contrebande.

Alors que le commerce régional est habituellement sujet à des barrières informelles telles que le harcèlement et la corruption, la situation est aujourd'hui aggravée par le contexte d'insécurité et les restrictions administratives d'exportation de céréales. À un moment où le commerce régional est essentiel pour faire baisser la pression sur les marchés sahéens, les impacts négatifs risquent d'être importants sur l'approvisionnement des zones déficitaires et le niveau des prix. Par ailleurs, les difficultés d'accès alimentaire des populations sont encore aggravées par le resserrement de la contrainte budgétaire de nombreux ménages et de la diminution des opportunités de génération de revenus.

L'érosion des sources de revenus et des stratégies d'adaptation des ménages amplifient les difficultés d'accès alimentaire

Les ménages sahéens ne produisent en moyenne que la moitié de leurs besoins alimentaires. Ils sont donc fortement dépendants des marchés sur lesquels ils échangent leur production ou leur force de travail pour accéder à leur alimentation, qu'il s'agisse du salariat agricole, de la migration ou des

diverses activités économiques exercées localement (vente de bois, main d'œuvre sur les marchés, etc.). Ces stratégies d'adaptation leur permettent de survivre, mais elles sont fortement sujettes aux évolutions du contexte économique et sécuritaire local. Aujourd'hui, de nombreux ménages sahéliens sont confrontés à une diminution des opportunités de travail occasionnel et donc de leurs revenus. Pour les communautés pastorales, la dégradation des termes de l'échange entre le bétail aggrave encore la situation alimentaire.

En réaction à la hausse des prix des céréales depuis les récoltes, au manque de pâturages et à l'assèchement des points d'abreuvement, de nombreux animaux ont été mis précocement sur le marché, précipitant la baisse du prix des petits ruminants⁴¹. La dégradation des termes de l'échange bétail/céréales a été plus forte et plus précoce, notamment en Mauritanie, au Mali, au Niger et au Tchad. En décembre 2011, à Ndjamena au Tchad, un éleveur ne pouvait obtenir que 120kg de mil en vendant un mouton, contre 157kg en 2010–2011⁴². La situation s'est probablement aggravée depuis, face à la difficulté d'écouler le bétail sur les marchés nigériens en raison de l'insécurité frontalière.

L'irrégularité des pluies et le faible niveau de remplissage des points d'eau ont également limité les opportunités de maraîchage et la production des cultures de rente dans une partie du Sahel, réduisant les revenus des producteurs. Dans le centre du Tchad, en raison des faibles pluies et des pertes dues à des attaques d'oiseaux sur les récoltes, le revenu des ménages provenant de la vente d'arachide, de sésame, de la paille et des produits maraîchers est inférieur à la moyenne en mars de cette année, contraignant les ménages à réduire le nombre de repas quotidiens par rapport aux normales saisonnières⁴³.

A l'inverse au Niger, la filière oignon (2^{ème} revenu d'exportation du pays après l'uranium) est touchée par une crise de surproduction, qui a des conséquences directes sur les revenus des populations et les opportunités de travail agricole (voir encadré 2.).

Encadré 2. Crise de l'oignon pèse fortement sur les revenus des producteurs et des travailleurs agricoles

Du fait d'une importante augmentation des surfaces cultivées, encouragée par des prix rémunérateurs lors de la précédente campagne et par des crédits importants alloués par la Banque Agricole du Niger (BAGRI), la filière oignon fait face cette année à une crise de surproduction. Les prix de vente se sont écroulés en janvier de 60 à 80% par rapport à la moyenne des trois dernières années⁴⁴. En raison des prix élevés des céréales, le pouvoir d'achat des producteurs s'est considérablement réduit : un producteur d'oignon ne pouvait ainsi se procurer au mois de février que 79 kg de mil en vendant un sac de 100 kg d'oignon, contre 282 kg à la même période l'année dernière⁴⁵.

Incapables d'écouler leur production à des prix supérieurs aux coûts de production, de nombreux producteurs ont abandonné leurs parcelles dans la région d'Agadez et de Tahoua. Non seulement leur accès au marché s'en trouve limité, mais aussi ils se trouvent pour beaucoup incapables de payer les travailleurs saisonniers qu'ils ont embauché, ni les dettes qu'ils ont contractées pour se procurer le carburant et vivres nécessaires au ménage pendant la période de production. Enfin, la crise de l'oignon risque de perturber l'approvisionnement des zones de production dans la mesure où les camions chargés du transport de l'oignon assuraient également la fourniture des producteurs, et que les flux sont considérablement ralentis.

Conséquence des difficultés rencontrées par plusieurs filières de rente et agricole, les opportunités de travail saisonnier ou occasionnel sont remises en question dans plusieurs zones sahéliennes⁴⁶, alors qu'elles représentent souvent des ressources essentielles pour les ménages les plus vulnérables. Les migrations temporaires motivées par la recherche d'un travail sont également réduites dans les zones touchées par des conflits, par exemple dans les zones frontalières du Nigeria, du fait des violences qui ont été perpétrées vis à vis des étrangers.

Enfin la perte des revenus issus des transferts d'argent des migrants resserre la contrainte des ménages, notamment des plus pauvres, pour lesquels cette manne venue de l'étranger peut représenter

entre le tiers et la moitié des revenus totaux⁴⁷. L'Organisation internationale de la migration (OIM) estime ainsi que les transferts de chaque rapatrié de Lybie soutenaient environ 7 personnes dans le pays d'origine. Par conséquent, environ 3 millions de personnes dans le Sahel seraient touchées par les conséquences de la crise libyenne, dont les impacts vont se faire sentir pour la première fois en période de soudure dans les mois à venir⁴⁸. A la perte importante de revenus s'ajoutent par ailleurs les charges supplémentaires pour les communautés d'origine déjà situées dans des zones vulnérables.

Conclusion

Ces dernières années, nous avons pu observer que les populations sahéliennes sont particulièrement vulnérables aux chocs qui font suite aux périodes de crises de plus en plus rapprochées qu'elles ont traversées, amputant leurs revenus, leurs moyens de subsistance et leurs capacités d'endettement. Une frange de la population voit aujourd'hui ses capacités à générer des revenus encore réduites, suite aux faibles pluies et au contexte d'insécurité dans une partie de la région, alors qu'elles doivent faire face à des prix anormalement élevés des céréales. Les dysfonctionnements du marché sont déjà ressentis dans de nombreuses zones et d'importantes incertitudes pèsent sur la capacité du commerce régional à approvisionner les marchés en quantité suffisante dans les mois à venir, renforçant les risques d'une dégradation de la situation alimentaire.

Comme le rappelait récemment la note d'information d'avril 2012 sur la sécurité alimentaire du réseau de prévention des crises alimentaires, « **l'accumulation de facteurs aggravants** (baisse des productions agricoles, prix élevés des céréales, mauvaise situation pastorale, baisse des prix de certaines productions de contre saison comme l'oignon, diminution de la résilience des ménages vulnérables, mouvements de populations, etc.) **n'est pas suffisamment compensée par les facteurs favorables (hausse des prix de certaines cultures de rentes, mécanismes d'adaptation, etc.)** »⁴⁹. Par ailleurs, peu d'éléments indiquent de quelconques signes d'amélioration possible dans les semaines et mois à venir. Dans ce contexte, l'analyse de la situation suggère qu'une action urgente et d'envergure soit mise en place pour soutenir le marché et permettre aux populations sahéliennes d'accéder à la nourriture en quantité et en qualité suffisante à l'approche et pendant la période de soudure.

Agir avant qu'il ne soit trop tard : recommandations aux décideurs politiques et à la communauté internationale

Malgré les alertes et les mesures précoces mises en place par les gouvernements dans plusieurs pays sahéliens, Oxfam, le ROPPA, RBM, l'APSS, POSCAO et WILDAF considèrent que la situation risque de continuer à se dégrader fortement dans les prochains mois. Considérant l'analyse développée dans cette note, Oxfam, le ROPPA, RBM, l'APSS, POSCAO et WILDAF appellent à une mobilisation urgente de ressources de la part des États de la région, de la CEDEAO et de la communauté internationale pour soutenir les populations déjà touchées par des difficultés d'accès alimentaires.

A court terme, les interventions des gouvernements et de la communauté internationale devraient :

- Privilégier les transferts de revenus et soutenir les capacités des populations à générer des revenus (crédit, opportunité de travail occasionnel) tant que les marchés sont suffisamment approvisionnés (en quantité et à un prix abordable)
- Soutenir le fonctionnement du marché régional à court terme en facilitant la circulation des céréales au sein de la région. Cela implique notamment :
 - De lever les fermetures administratives des frontières et de lutter contre les barrières informelles au commerce, voire de supprimer les taxes sur les aliments bétail (TVA), de détaxer les importations de céréales ou de subventionner les importations en provenance de la sous-région ;

- D'appuyer les petits commerçants pour leur permettre d'approvisionner les zones déficitaires (accès au crédit à court terme et soutien aux capacités de stockage à moyen terme) ;
- D'éviter de fragiliser davantage les marchés par la réalisation d'importants achats locaux de céréales pour la réponse humanitaire ;
- De soutenir l'achat et l'acheminement des aliments de bétail dans les zones sahéliennes touchées par le déficit fourrager chronique.

A moyen terme, les États membres et la CEDEAO devraient renforcer les capacités de régulation des marchés (nationaux et régional) en :

- Développant et mettant en œuvre au plus vite la stratégie de stockage de sécurité alimentaire de la CEDEAO⁵⁰, permettant de soutenir la (re)constitution de réserves alimentaires aux niveaux communautaire, national et régional ainsi que leur articulation pour répondre aux enjeux de régulation des prix et de sécurité alimentaire.
- Intégrant au tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO des mesures de sauvegarde permettant l'armement et le désarmement tarifaire de manière concertée pour lutter contre la volatilité des prix, qu'elle soit "importée" ou due à des causes principalement internes.

Notes

- ¹ Telle que définie par la réunion de la Task Force de la CEDEAO les 5-7 mars 2012.
- ² Systèmes d'informations sur les marchés, FEWSNET, CILSS, PAM, FAO, etc.
- ³ Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le sahel. Pour le Burkina Faso, il s'agit des données définitives publiées en février 2012. Pour le Tchad, il s'agit des chiffres définitifs du déficit brut publiés par le CASAGC après l'enquête agricole de février 2012.
- ⁴ Agence des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organisation)
- ⁵ Programme alimentaire mondial des Nations Unies
- ⁶ Système d'alerte précoce sur la famine de l'Agence internationale de développement des États-Unis (USAID Famine Early Warning System)
- ⁷ Concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au sahel et en Afrique de l'Ouest, Abidjan (Côte d'Ivoire) 13-15 mars 2012.
- ⁸ Sécurité alimentaire et implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel - Note conjointe FAO/PAM, avr 2012
- ⁹ Concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au sahel et en Afrique de l'Ouest, Abidjan (Côte d'Ivoire) 13-15 mars 2012.
- ¹⁰ Les poches de mauvaise production agro-pastorale et halieutique concernent notamment toute la bande sahélienne au Tchad, la zone agropastorale de la Mauritanie, le nord des régions de Kayes et Koulikoro et le Delta du fleuve Niger au Mali, le Nord, les régions Centre Nord et Est du Burkina Faso, les régions de Niamey, Tillabéry, Sud-Est de Zinder au Niger et certaines zones localisées du Sénégal et de la Gambie. (Source : Document stratégique 2012. Groupe de Travail Régional Sécurité Alimentaire et Nutrition. Comité Permanent Inter-Agences (IASC), Dakar.)
- ¹¹ Sources : (1) CILSS, FEWSNET, FAO, PAM : Concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au sahel et en Afrique de l'Ouest, Abidjan (Côte d'Ivoire) 13-15 mars 2012 ; (2) CILSS : Présentation lors de la Première réunion du Comité de Haut Niveau sur la sécurité alimentaire dans l'espace UEMOA, 14 février 2012, Niger ; (3) CILSS, FAO, FEWS NET, PAM: Note conjointe sur l'évaluation des marchés et la situation alimentaire au Sahel ; Janvier 2012 ; (4) FAO : Note d'information. Crise au sahel 2012 : Assurer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence (février 2012)
- ¹² Idem.
- ¹³ Note d'Information Sécurité Alimentaire, du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires n 46, Mars Avril 2012
- ¹⁴ Rapport FAO Niger Mars 2012
- ¹⁵ Note d'Information Sécurité Alimentaire, du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires n 46, Mars Avril 2012
- ¹⁶ Sécurité alimentaire et implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel - Note conjointe FAO/PAM, avril 2012
- ¹⁷ Annonce faite par le Secrétaire général des Nations Unies le 17 avril 2012.
<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=28012>
- ¹⁸ L'Afrique de l'Ouest peut globalement être divisée plusieurs bassins régionaux, qui représentent les sous-espaces marchands : le « bassin est » regroupe le Bénin, le Niger, le Nigeria et le Tchad ; le « bassin central » est composé du Mali, du Burkina Faso, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire ; le « bassin ouest » est structuré autour du Sénégal et comprend la Guinée, la Guinée Bissau, la Gambie, le Cap Vert, le sud de la Mauritanie et l'ouest du Mali.
- ¹⁹ C'est le cas par exemple au Burkina Faso dans les régions du Gourma, du Centre-Est et du Centre-Nord selon Afrique Verte et en Mauritanie. En Gambie, les stocks alimentaires des ménages sont passés de 6 mois en moyenne à 2-3 mois (Sources : Afrique Verte ; Groupe de Travail Régional Sécurité Alimentaire et Nutrition)
- ²⁰ CILSS, FAO, FEWS NET, PAM (janvier 2012): Note conjointe sur l'évaluation des marchés et la situation alimentaire au Sahel.
- ²¹ Présentation du CILSS à la Première réunion du Comité de Haut Niveau sur la sécurité alimentaire dans l'espace UEMOA, 14 février 2012, Niger.
- ²² FAO, PAM (janvier 2012): Sécurité alimentaire et implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel
- ²³ Les prix du maïs étaient supérieurs de 17% à Bouaké en Côte d'Ivoire, de 30% et 60% dans les marchés du Togo et du Ghana en septembre/octobre 2011 comparés à la moyenne des 5 dernières années. Source : WFP (Nov. 2011). Markets and food assistance in the Sahel. *Initial post-harvest review*.
- ²⁴ WFP (January 2012). The Coarse Grain Market in the Sahel : implications for the response to the 2012 food crisis
- ²⁵ FAO, PAM (décembre 2011): Sécurité alimentaire et implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel
- ²⁶ Idem.
- ²⁷ Les dernières estimations de mars 2012 faisaient de près de 90 000 réfugiés en Mauritanie, au Burkina Faso, en Algérie et au Niger et de près de 70 000 déplacés à l'intérieur du Mali. (Source : OCHA 6 mars 2012. Mali : Armed conflict and population movement)

-
- ²⁸ FEWSNET, Mali : Résumé d'analyse situationnelle marché et sécurité alimentaire, Février 2012
- ²⁹ Des fermetures de frontières entre le Nigeria et les pays voisins (Tchad, Niger) ont été rapportées par FEWSNET (février 2012) suite aux violences perpétrées par Boko Haram dans des localités proches des frontières
- ³⁰ FEWSNET (mars 2012) : Chad Food Security Outlook Update
- ³¹ FAO, PAM (décembre 2011): Sécurité alimentaire et implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel
- ³² Bulletin de synthèse Hors série - La crise alimentaire, pastorale et nutritionnelle au Sahel en 2012, Hors série Mai 2012.
- ³³ Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA)
- ³⁴ Sécurité alimentaire au Sahel Niveau de vulnérabilité au Mali, Niger, Tchad, Burkina Faso, Sénégal et Mauritanie en mars 2012. Rencontre de la Cellule Régionale d'analyse du Cadre Harmonisé, Niamey 2-6 avril 2012 (WFP, FAO, FEWSNET, Oxfam, Save The Children, ACF)
- ³⁵ Réseau Billital Maroobé. Plaidoyer pour le pastoralisme : « L'insécurité et la crise pastorale dans le Sahel : les éleveurs pasteurs appellent au secours »
- ³⁶ Bulletin de synthèse Hors série - La crise alimentaire, pastorale et nutritionnelle au Sahel en 2012, Hors série Mai 2012.
- ³⁷ La « Charte de prévention et des Gestion des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest » a été adoptée le 17 novembre 2011 à Conakry par les Ministres de l'Agriculture de la CEDEAO, de la Mauritanie et du Tchad. Les États signataires s'engagent notamment à « s'abstenir de toute restriction sur les achats locaux ou triangulaires des zones excédentaires vers les zones déficitaires, et respecter la liberté du commerce alimentaire régional ».
- ³⁸ FAO, PAM (janvier 2012): Sécurité alimentaire et implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel
- ³⁹ Albichir n°28, février 2012. Analyse approfondie des marchés et de la sécurité alimentaire au Niger. PAM, FEWSNET, SIMA : <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp246130.pdf>
- ⁴⁰ FAO, PAM (janvier 2012): Sécurité alimentaire et implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel
- ⁴¹ A Agadez au Niger, les prix pratiqués en mars 2012 étaient en moyenne 2 fois plus bas que les niveaux habituels (mission interne d'Oxfam à Agadez).
- ⁴² FAO, PAM (janvier 2012): Sécurité alimentaire et implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel
- ⁴³ FEWSNET (mars 2012) : Chad Food Security Outlook Update
- ⁴⁴ Note interne du PAM au Niger, basé sur les données des Chambres d'Agricultures du Niger et du SIMA
- ⁴⁵ Albichir n°28, février 2012. Analyse approfondie des marchés et de la sécurité alimentaire au Niger. PAM, FEWSNET, SIMA : <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp246130.pdf>
- ⁴⁶ Au Tchad, du conflit au Nigeria et aux difficultés d'exportation, l'arachide et le sésame ont vu leurs prix fortement baisser ces derniers mois (source : FEWS NET, CILSS, 19 mars 2012. Rapport spécial conjoint) ; la crise de filière oignon au Niger touche de nombreux travailleurs saisonniers ; les productions d'arachide et de niébe ont subi des baisses de production de 15 à 20% dans l'ensemble du Sahel (Présentation AGHRYMET au RPCA Praia du 8 au 10 décembre 2011)
- ⁴⁷ Save The Children (juin 2010) : Les nouveaux enjeux de la sécurité alimentaire au Sahel, Note de synthèse.
- ⁴⁸ CILSS, FAO, FEWS NET, PAM (janvier 2012): Note conjointe sur l'évaluation des marchés et la situation alimentaire au Sahel.
- ⁴⁹ Note d'Information Sécurité Alimentaire, du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires n 46, Mars Avril 2012
- ⁵⁰ Telle que définie par la réunion de la Task Force de la CEDEAO les 5-7 mars 2012.

© Oxfam International mai 2012

Ce document d'information a été rédigé par Jean Denis Crola, avec le soutien de Eric Hazard et Madeline Evrard Diakitè. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter: ehazard@oxfam.org.uk

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-114-4
31 mai 2012. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui travaillent ensemble dans 92 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice. Oxfam est présent et actif dans l'ensemble des pays les plus touchés de la région et a également lancé de nouveaux programmes axés sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, l'accès à l'eau potable ainsi que les bonnes pratiques en matière d'hygiène pour satisfaire les besoins immédiats et renforcer la résilience. En 2012, Oxfam ambitionne d'atteindre plus de 1,2 millions de personnes à travers des programmes d'assistance humanitaires. www.oxfam.org/fr

ROPPA

Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest a formellement été fondé en juillet 2000 à Cotonou. Actuellement il regroupe 13 organisations paysannes nationales membres et des organisations paysannes membres associées (Cap-Vert, Nigéria). Acteur stratégique sur les questions de souveraineté alimentaire, le ROPPA s'est senti très tôt interpellé par les premiers indices d'une crise alimentaire en Afrique de l'Ouest. Cet engagement s'est illustré par des efforts en matière de veille, d'interpellation des décideurs et de participation à la réflexion prospective avec les partenaires régionaux sur la recherche d'outils de gestion durable d'une crise aux allures structurelles et aux implications multiformes et multisectorielles. www.roppa.info

Réseau Billital Maroobé

Le Réseau Billital Maroobé (RBM) regroupe des associations des Pasteurs et d'Éleveurs de 7 pays d'Afrique de l'ouest. Il joue un rôle de veille sur la situation des pasteurs dans la zone affecté par la crise. En 2010, ce réseau avait conduit une étude qui mettait en exergue les défaillances des dispositifs publics et des partenaires à apporter des réponses appropriées avec les stratégies propres aux communautés de pasteurs. En octobre 2011, le RBM a attiré l'attention des gouvernants et des partenaires au développement de l'imminence d'une crise alimentaire et pastorale au Sahel. www.maroobe.org

APESS

Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane, regroupe des éleveurs de 9 pays de l'Afrique de l'Ouest et 3 pays de l'Afrique centrale dont le Tchad. L'APESS travaille dans le cadre de la modernisation de l'exploitation familiale permettant aux éleveurs de mieux assurer la sécurité alimentaire de leurs familles et d'accroître leurs revenus. L'APESS a été créée en 1989 au Burkina Faso et son action touche aujourd'hui plus de 75 000 familles. L'APESS a conduit une étude en 2010 au Tchad, au Nigeria et au Cameroun sur la stratégie développée par les agro éleveurs pour la couverture des besoins alimentaires de leurs familles. Elle a montré que l'intégration élevage-agriculture permet de mieux assurer cette sécurité alimentaire. www.apessafrique.org

WiLDAF

Le WiLDAF Afrique de l'Ouest (WiLDAF/FeDDAF-AO) a été créé en avril 1997. Il fait partie du vaste réseau régional WiLDAF créé en 1990 dans le but de promouvoir et de renforcer des stratégies qui lient le droit au développement pour l'émergence d'une culture d'exercice et de respect des droits des femmes en Afrique. Il est un réseau spécialisé dans la promotion des droits de la femme en tant que partie intégrante de la problématique de développement. Il couvre 9 pays. Depuis janvier 2009, le réseau s'est engagé à aider les femmes rurales à se servir de la loi comme un outil pour leur autonomisation et le développement du monde rural. www.wildaf-ao.org